



PAYSANS CHERCHENT SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

Pour la plupart des indépendants, toutes professions confondues, l'augmentation de la charge administrative est une réalité. Ce phénomène semble inévitable, vu la complexification de notre société. Mais pour nous, agriculteurs et agricultrices, cette augmentation est particulièrement alarmante et ce, d'autant plus depuis l'entrée en application de la nouvelle PAC !

Il y en a toujours eu pour qui les règlements et l'administratif n'étaient pas leur tasse de thé. Mais la majorité parvenait tout de même à s'en sortir, bon an mal an.

Or, depuis ces derniers mois, plus aucun agriculteur ou agricultrice ne peut affirmer se sentir serein dans la maîtrise des nouvelles réglementations. Les dizaines et dizaines d'appels reçus au bureau de notre syndicat en témoignent.

En plus de la frustration de ne pas comprendre, c'est la peur de mal faire et d'être pénalisé qui pose problème. A chaque échéance (date de semis, règle BCAE, DS, ...) c'est un sentiment de désarroi qui s'empare des producteurs et productrices.

Décideurs politiques et administration, sentez-vous l'inquiétude de la profession face à cette surcharge administrative ?

Comprenez-vous que notre métier ne se limite pas à maîtriser des règlements mais qu'il faut aussi être capable de semer, élever des animaux, vendre nos produits, communiquer sur la durabilité de nos pratiques,... et ce dans un contexte de changement climatique anxiogène.

Pour la FUGEA, il est temps que vous entendiez l'appel à l'aide du secteur et qu'un véritable travail de fond soit mené sur la simplification administrative. En tant que syndicat, nous remarquons que le mal-être lié à la surcharge administrative grandit et empêche les agriculteurs et agricultrices de se concentrer sur la mise en place de pratiques plus respectueuses de notre environnement tout en assurant l'essentiel de notre métier, à savoir cultiver et vendre des produits de qualité.

Pour paraphraser un agriculteur ayant assisté à l'une de nos conférences sur la PAC : "Comment exiger de nous une connaissance parfaite d'une législation si complexe alors que même l'administration, dont c'est le cœur de métier, n'y voit pas toujours clair. Si c'est compliqué pour eux, il faut qu'ils comprennent que ça l'est encore bien plus pour nous !"

Sachez que ce cri d'alerte n'est pas seulement celui de quelques attardés, comme vous le pensez peut-être, mais bien la revendication de toute une profession qui attend de vous des solutions pour vivre mieux !